

Les agents du lycée international de Saint-Germain-en-Laye en grève

Toutes les catégories d'agents travaillant au lycée international de Saint-Germain-en-Laye étaient en grève pendant les deux heures du déjeuner, empêchant le déroulement de la cantine. Ils s'opposent au projet du Département d'externaliser la restauration et l'entretien dans les collèges des Yvelines.

Publié le 23 Nov 17 à 15:41



La quasi-totalité des 26 agents du lycée international de Saint-Germain-en-Laye était en grève ce jeudi midi pour s'opposer au projet du Département. (© Philippe Roudellat / Le Courrier des Yvelines)

Jeudi 23, la quasi-totalité des 26 **agents du lycée International de Saint-Germain-en-Laye** a fait **grève** de 11h30 à 13h30. Une action lancée par la CGT et FO qui a eu pour conséquence directe d'empêcher l'organisation de la restauration scolaire pour les élèves. Ils sont 3 000 dans cet établissement qui accueille des enfants de la primaire au lycée.

Par cette mobilisation, les agents souhaitent affirmer leur opposition au projet du **Conseil départemental** d'externaliser la **restauration** et **l'entretien** dans les collèges des Yvelines par la mise en place d'une Société d'économie mixte à opération unique (Semop). « Non à **Semop** » pouvait-on lire ce jeudi sur l'une des banderoles accrochées aux grilles de l'établissement.

« Pour nous, c'est inacceptable »

« Nous avons déjà fait grève le 16 novembre dernier contre ce projet. Dans cette Semop, le Département aurait 33 % et le reste serait dans les mains du privé. Pour nous, c'est inacceptable. Cela fait peur car nous allons passer sous la tutelle du privé, expliquaient les agents grévistes. Pour l'instant, cela concerne les agents chargés de l'entretien et de la restauration, mais nous sommes sûrs que cela concernera d'autres catégories d'agents dans le futur si on ne fait rien. C'est pour cela qu'aujourd'hui toutes les catégories sont là. Nous sommes également inquiets pour le changement de statut que cela risque d'entraîner pour les non titulaires. »

Des agents prêts à durcir le mouvement

Au total, 586 titulaires et 196 contractuels seraient concernés par le projet du département auquel les agents reprochent également la « manière ». Ces derniers affirment avoir été mis devant le fait accompli. « On nous a présenté un projet ficelé sans aucune discussion préalable ». Bien décidés à faire plier le département, les agents, qui ont lancé une pétition, semblent prêts à renouveler ce type d'action voire à la durcir.